

OMPI



WIPO/ACE/5/7

ORIGINAL : anglais

DATE : 28 septembre 2009

F

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
GENÈVE

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'APPLICATION DES DROITS

Cinquième session
Genève, 2 – 4 novembre 2009

DIMINUTION DES COÛTS ET EQUILIBRE DES DROITS

*Document établi par M. Ronald Brohm, Amsterdam (Pays-Bas)**

* Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement le point de vue du Secrétariat ou des États membres de l'OMPI.

INTRODUCTION

1. Le thème traité par le Comité consultatif sur l'application des droits, à savoir "la contribution des titulaires à l'application des droits et son coût, compte tenu de la recommandation n° 45 du Plan d'action pour le développement", présente un grand intérêt pour mon organisation, la SNB-REACT. Je saisis l'occasion qui m'est ici donnée pour attirer l'attention sur notre modèle commercial, qui vise à réduire les coûts de l'application des droits, et sur notre volonté d'aider les organismes chargés de l'application des droits et de fournir des informations sur notre infrastructure de recyclage située aux Pays-Bas, qui constitue une source d'emplois et respecte l'environnement.

LE RESEAU DE SNB-REACT

2. SNB-REACT est un groupement à but non lucratif qui rassemble quelque 160 sociétés détenant des marques de renommée mondiale. Le réseau européen a été mis en place en vue de fournir des services opérationnels aux membres en ce qui concerne l'aide à l'identification des produits, le dépôt des demandes, les plaintes, les mises en demeure de cessation, les enquêtes, les services de surveillance, de stockage, de transport et de destruction. Dans chaque pays, au moins un coordonnateur est employé par SNB-REACT ou a conclu un contrat avec notre organisation.

3. Le siège du réseau se trouve à Amsterdam et la coopérative SNB-REACT dispose de succursales à Milan, Lisbonne, Vilnius, Skopje, Madrid et Istanbul. Chaque succursale agit au niveau régional et compte parmi ses employés des juristes, des assistants juridiques et des enquêteurs. Ainsi, SNB-REACT

- dispose d'agences à Prague et à Riga,
- mène des opérations communes en Pologne, en Allemagne, en Roumanie et en Bulgarie, et
- a conclu des accords de partenariat pour l'Autriche, Chypre, le Danemark, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Slovénie et la Suède.

4. Assurer le bon fonctionnement d'un réseau d'assistance en matière d'application des droits aussi dense a certes un prix élevé mais c'est essentiel pour pouvoir fournir rapidement des services aux membres, et en particulier aux organismes d'application des droits, dans tous les pays. Compte tenu du succès rencontré par notre modèle commercial, SNB-REACT travaille en permanence à l'extension continue de ses activités.

IPR BUSINESS PARTNERSHIP

5. IPR Business Partnership dépend de SNB-REACT. Rappelons à cette occasion que son "prédécesseur" était le Groupe stratégique en matière de droits de propriété intellectuelle de l'OMD. Cette antenne a notamment pour buts de coopérer avec des organisations intergouvernementales et non gouvernementales poursuivant des objectifs stratégiques similaires, de participer à des débats organisés aux niveaux national, régional et international sur les politiques à mener, d'exercer des pressions sur les gouvernements et les organisations régionales en faveur de la modernisation de la législation relative à l'application des droits, de dispenser, de financer et/ou de participer à des programmes de formation intensive à l'intention d'organismes chargés de l'application des droits à l'échelle mondiale.

6. IPR Business Partnership a le statut d'observateur auprès du Comité consultatif de l'OMPI sur l'application des droits. Il constitue un partenaire et un collaborateur stratégique en ce qui concerne les activités de formation menées par l'OMPI ou avec sa coopération.

LES ENJEUX POUR LES TITULAIRES DE DROITS

7. Protéger et appliquer les droits de propriété intellectuelle tout en luttant contre la contrefaçon des produits peut se révéler très onéreux pour les titulaires de droits, pour les raisons suivantes :

- les titulaires de droits doivent protéger leurs droits, ce qui entraîne des frais d'enregistrement et des honoraires à verser aux conseils en marques;
- confrontés à des actes de contrefaçon de leurs marques, les titulaires des droits doivent engager des poursuites judiciaires qui peuvent consister en des actions civiles ou pénales, y compris des mesures conservatoires ou provisoires;
- pour remédier au problème de la contrefaçon, les titulaires de droits doivent faire appel à des entreprises spécialisées dans les recherches pour remonter jusqu'à la source des réseaux de distribution; et
- aux fins de ce qui précède, les titulaires de droits doivent nommer des responsables chargés de la protection des marques et, aujourd'hui, les marques les plus connues sont même protégées par d'importantes équipes comprenant des responsables par pays ou par région.

8. Les titulaires de droits dépensent ainsi de nombreux millions d'euros. Cela représente une lourde charge pour les entreprises qui subissent déjà des pertes de revenus et souffrent d'atteintes à leur réputation du fait du commerce des produits contrefaisants. Le coût très élevé de l'application des droits a incité de nombreuses entreprises à adhérer à SNB-REACT. Les membres ont été attirés par son modèle commercial de réduction des coûts relatifs à l'application des droits, économique et efficace.

LE MODELE COMMERCIAL DE SNB-REACT

9. SNB-REACT est une organisation privée financée par les sociétés qui en sont membres. La cotisation annuelle fixe s'élève à 2250 euros et couvre tous les pays du réseau SNB-REACT. Depuis le 1^{er} janvier 2005, nous offrons un service supplémentaire, à savoir la surveillance mondiale sur l'Internet et la suppression ultérieure de sites de ventes aux enchères, pour 500 euros de plus au titre de la surveillance internationale. De faibles taxes sont requises – 100 à 400 euros – pour chaque affaire traitée par SNB-REACT. En outre, l'organisation a fixé des plafonds par pays ou par région. En d'autres termes, le budget consacré par les sociétés membres à la lutte contre la contrefaçon dans un pays donné ne dépassera pas un montant déterminé. Afin de réduire les coûts liés à l'application des droits, les agences et les partenaires travaillent sur la base de taxes fixées pour chaque affaire traitée. Les membres de l'organisation peuvent décider comment et où elles souhaitent avoir recours aux services de SNB-REACT.

10. SNB-REACT a réussi à réduire de façon très importante les coûts à la charge des titulaires de droits, réduisant parfois leur budget en matière de lutte contre la contrefaçon à 10% du montant dont elles avaient besoin avant d'adhérer à l'association. Le système est devenu une sorte d'assurance contre la contrefaçon pour les titulaires de droits.

Parallèlement, l'organisation est devenue extrêmement utile en dispensant une formation aux fonctionnaires chargés de l'application des droits et en leur apportant une assistance.

11. SNB-REACT représente une solution efficace et rentable pour ses membres dans la mesure où :

- elle agit dans un but non lucratif (SNB-REACT est une association coopérative détenue par les membres/titulaires de droits);
- elle fait économiser des frais aux titulaires de droits en impliquant plusieurs parties dans une affaire et en permettant ainsi de partager les frais de justice et les frais de recherche;
- elle insiste auprès des autorités pour que les procédures les plus simples soient appliquées; et
- elle motive, encourage et soutient les organismes d'application des droits qui s'efforcent de mettre en place une coopération parfaite entre le secteur public et le secteur privé, dans le cadre de laquelle elle dispense des programmes de formation intensive aux fonctionnaires chargés de l'application des droits et leur fournit des informations complètes leur permettant d'identifier les produits et d'autres informations facilitant l'évaluation et l'élimination des risques, ainsi que toute l'aide nécessaire pour saisir, détenir et détruire les marchandises contrefaisantes.

12. À cet égard, on peut résumer les services fournis par SNB-REACT comme indiqué ci-dessous.

a. Pour les membres, les services portent essentiellement sur l'assistance aux titulaires de droits dans les affaires de lutte contre la contrefaçon, à savoir :

- une aide à l'identification des produits au niveau local;
- l'accomplissement des formalités requises;
- une assistance juridique pour le dépôt de plaintes et la rédaction de mises en demeure de cessation;
- des recherches concernant les points de vente et les origines de la contrefaçon; et
- la surveillance des marchés, des foires, des manifestations diverses et de l'Internet.

b. Pour les agents chargés de l'application des droits, l'appui fourni comprend ce qui suit :

- des appareils photo numériques pour faciliter l'identification des produits;
- l'accès à un site Intranet contenant des informations relatives aux marques;
- des sessions de formation à l'identification technique – dans la pratique, elles ont lieu sur une base hebdomadaire – au cours desquelles les titulaires de droits sont invités à apprendre aux agents chargés de l'application des droits à identifier les produits; et
- l'organisation du stockage et de la destruction des produits contrefaisants (voir ci-dessous).

13. Nous sommes fermement convaincus que de grandes améliorations peuvent être apportées à la coopération entre les secteurs privé et public. L'application des droits est très souvent laissée à la charge des agents chargés d'appliquer les droits, les titulaires de droits jouant un rôle passif. Il est possible de changer cela de façon efficace et économique grâce à trois moyens :

- premièrement, en laissant aux parties (le titulaire des droits et le requérant) la possibilité de régler la question au civil, hors du tribunal;
- deuxièmement, en donnant aux agents chargés d'appliquer les droits les moyens nécessaires pour intervenir, le cas échéant, et obtenir les preuves nécessaires; et
- troisièmement, les autorités judiciaires devraient être soutenues par les titulaires de droits intervenant dans des affaires en qualité de "parties intéressées".

14. De nombreux systèmes juridiques ne parviennent pas à définir la combinaison parfaite entre poursuites civiles et poursuites pénales. Dans certains pays, les titulaires de droits ne peuvent compter que sur des mesures civiles d'application des droits qui sont trop coûteuses à mettre en œuvre. Dans d'autres pays, les agents chargés de l'application des droits peuvent agir d'office pour lutter contre la contrefaçon, ce qui entraîne des volumes d'affaires très importants et pose des problèmes de stockage et d'administration de la preuve ainsi que d'autres difficultés du même ordre. Il est évident qu'un juste équilibre devrait être établi entre les actions et activités des titulaires de droits et celles des autorités publiques.

STOCKAGE ET DESTRUCTION – L'INFRASTRUCTURE DE RECYCLAGE SITUEE AUX PAYS-BAS

15. Le stockage et la destruction des produits contrefaisants sont devenus de grands sujets de préoccupation dans bon nombre de pays. Les entrepôts débordent et le gaspillage de ressources est considérable et se révèle, en définitive, extrêmement coûteux.

16. Aux Pays-Bas, nous sommes parvenus à mettre en place un système de stockage et de destruction qui fonctionne bien, à la satisfaction des titulaires de droits, des autorités chargées de l'application des droits et même des expéditeurs et des transporteurs qui se retrouvent avec des produits contrefaisants. Ce système a aussi permis de créer des emplois, destinés plus particulièrement aux membres les plus défavorisés de la société. Ce modèle d'entreprise s'est révélé extrêmement performant et il pourrait certainement inspirer d'autres organisations, voire d'autres gouvernements confrontés à des situations similaires.

17. Dans notre cas, SNB-REACT gère des entrepôts et des conteneurs vers lesquels les produits contrefaisants sont expédiés dès qu'ils ont été identifiés comme des faux. L'acheminement vers les installations de SNB-REACT est géré par les expéditeurs et les transporteurs. Les installations de l'organisation sont placées sous la surveillance des douanes et la destruction des produits est organisée et prise en charge financièrement par SNB-REACT. Compte tenu des préoccupations relatives à l'environnement, la plupart des produits sont d'abord démantelés dans des ateliers, ce qui permet d'offrir des emplois à un grand nombre de personnes atteintes d'une déficience physique. Les matières premières utilisables sont envoyées à l'entreprise de recyclage pour être retraitées, offrant ainsi de grandes possibilités d'emploi. De cette façon, le recyclage permet de récupérer une très petite partie des frais engagés mais en brûlant simplement les produits contrefaisants on contribue beaucoup à empêcher la dégradation de l'environnement et le concept a, en outre, aussi un intérêt au niveau de la société.

18. En ce qui concerne les autres coûts, SNB-REACT s'efforce d'obtenir quelque chose de la part des auteurs d'atteinte. Cela ne fonctionne pas toujours et ce qui reste à charge est financé par les membres, qui acquittent une faible taxe par affaire. Il résulte de notre système que :

- les titulaires de droits acquittent des montants minimaux par rapport aux coûts “habituels” des mesures d'application des droits;
- nos interventions conduisent à des poursuites judiciaires plus nombreuses et plus efficaces à l'encontre des auteurs d'atteinte;
- les fonctionnaires chargés de l'application des droits ne supportent aucun coût lié à leurs interventions; et
- les ressources utilisées pour les produits contrefaisants sont très souvent réutilisées.

19. Le système hollandais SNB-REACT fonctionne bien. Il est cependant possible de faire davantage en exerçant une pression sur ceux qui fournissent des services (transporteurs, gardiens d'entrepôt, agents en douane, etc.) aux auteurs d'atteinte pour qu'ils réclament à ces derniers une indemnisation compensatoire. Les fournisseurs de services ont un lien contractuel avec les auteurs d'atteinte et ont, de ce fait, les moyens de leur faire supporter ces coûts. Cependant, les titulaires de droits doivent souvent engager des poursuites contre des inconnus pour obtenir réparation. Nous sommes d'avis que celui qui fournit des services à l'auteur de l'atteinte doit agir en conscience et de manière responsable en modifiant leurs contrats pour y faire figurer une clause d'indemnisation applicable lorsqu'il s'avère que les biens sont contrefaisants.

CONCLUSION

20. La lutte contre la contrefaçon coûte extrêmement cher. Il en résulte des frustrations pour les titulaires de droits et les organismes publics. SNB-REACT a trouvé des moyens de réduire les coûts de façon très importante, en partageant les coûts relatifs aux poursuites et aux recherches et en cherchant à revenir à des procédures simplifiées. Il est cependant possible de faire beaucoup plus. Dans chaque système juridique, il sera essentiel de définir plusieurs éléments : le juste équilibre entre les mesures de lutte contre la contrefaçon qui sont gérées par les organismes publics chargés de l'application des droits et ce qui devrait être géré par les parties civiles, le moment auquel les organismes publics devraient intervenir (ou pas), les moyens nécessaires à cet égard et la manière dont les parties publiques et privées peuvent soutenir efficacement leurs activités respectives. Enfin, nous considérons que les fournisseurs de services ont aussi un rôle important à jouer en mettant les coûts à la charge des auteurs d'atteinte.

[Fin du document]